

EMPLOI

1 % pour créer des emplois d'utilité sociale

Le chômage est depuis près de dix ans le problème de société numéro un en France. Ses effets négatifs sont innombrables : au-delà des drames humains dont il est la cause, il est le principal facteur d'émiettement du tissu social. Il est le terrain sur lequel se diluent les valeurs démocratiques, s'étiolent les pratiques militantes et les solidarités traditionnelles. A l'évidence le chômage n'est pas un simple phénomène de conjoncture, une sorte de mal passager que la reprise suffirait à enrayer.

Il met en jeu les limites d'un modèle de développement parvenu à saturation, une façon de travailler et de consommer, et donc l'ensemble des dispositifs et compromis sociaux noués dans la période d'expansion, d'après la guerre. Il y a peu d'illusions à se faire : la modernisation, nécessaire, de l'appareil de production et des services ne suffira pas à régler ce problème, pas plus d'ailleurs que les discours simplificateurs et dangereux, sur la déréglementation, la privatisation à tout crin, ou la lutte contre la « syndicalité ». Il est au demeurant à craindre que, même avec une croissance supérieure, et quels que soient les moyens utilisés pour l'atteindre, le solde pertes/créations d'emplois soit plutôt négatif dans les dix ans qui viennent. Ce que nous vivons n'est donc pas une parenthèse pendant laquelle on devrait essayer au mieux de limiter les dégâts.

A partir de cette prise de conscience chacun à sa place doit assumer ses responsabilités.

Il y a bien sûr, des solutions d'ensemble qui renvoient aux politiques d'Etat et à la négociation entre les partenaires sociaux. Les grandes données en sont connues : la modernisation et l'adaptation des secteurs-clés de notre économie doit s'accompagner d'un effort pour limiter une dépendance extérieure — qui est excessive — et d'une revitalisation par le développement local et des pays, de filières abandonnées.

Il est probable qu'on ne s'en sortira pas non plus sans un vaste repartage de l'emploi, et donc une réduction significative du temps de travail. Enfin, une redistribution des ressources attaquant aux inégalités dans la répartition des revenus et aussi aux rentes de situation, aux égoïsmes corporatistes quels qu'ils soient, semble quasi incontournable.

Mais quelle que soit la modulation ou le dosage de ces éléments, aucune politique d'ensemble ne réussira sans qu'on n'écoute ni ne

prenne en compte davantage que ce n'est le cas, les suggestions et les initiatives des acteurs concernés.

Au premier rang de ceux-là, les chômeurs, évidemment. Dans cet esprit-là, Solidarité-Emploi s'apparente donc à une initiative de citoyens, exclusive de nulle autre solution, et comparable, finalement à celle qui est conduite actuellement contre la montée du racisme.

En tant qu'initiative de citoyens, elle ne prétend pas tout régler, ni peut-être même l'essentiel. En disant les limites d'une politique qui resterait technocratique, elle affiche sans complexes les siennes propres. Mais elle entend aussi valoriser des ressources ou des potentiels trop peu sollicités.

Avant tout, elle prend appui sur l'expérience de ceux qui, ont accumulé une bonne connaissance du terrain et du local. Si nous parlons de créer des emplois d'utilité sociale, c'est qu'à nos yeux, une démarche d'étude et d'enquête sur des besoins non satisfaits, apparus ou aggravés depuis la crise, une réflexion pour leur trouver une solution, pourraient heureusement contribuer à atténuer la réalité du sous-emploi dans de nombreuses localités.

On peut d'ailleurs porter au crédit du système TUC d'avoir fait, à sa façon, la démonstration de l'existence patente de ces besoins, et de la possibilité d'un recours aux sans-emplois pour les satisfaire. Malheureusement, en ne restant aussi trop souvent à des postes précaires et mal rémunérés, on a contribué à entretenir cette idée que l'utilité sociale était une affaire mineure, sans véritable statut économique ni avenir.



Notre démarche est différente : elle repose sur cette idée qu'on peut faire une place effective à des activités gérées aujourd'hui sur le mode du travail au noir, du bénévolat ou de l'assistantat. Elle repose sur cette observation qu'une nouvelle répartition temps au travail / temps hors travail peut générer des comportements nouveaux de consommation, où la responsabilité des individus, les relations au sein des groupes, la qualité des

produits et la proximité du prestataire auront une place importante. Le gouvernement de la gauche avait fait appel à un % solidarité pour financer la Sécurité sociale, une solidarité un peu forcée, une solidarité qui ne pouvait pas réellement exprimer non plus, dans la mesure où les fonds récoltés étaient gérés par une administration.

En reprenant cette idée d'une cotisation de 1 % sur le salaire, l'association Solidarité Emploi veut redonner un véritable contenu à cette idée de solidarité.

Il ne s'agit pas de faire appel à la charité, mais de proposer un échange : les possibilités de financement rassemblées par cette campagne doivent servir à développer des projets d'entreprises utiles socialement. Ces projets ne manquent pas, issus de maisons de chômeurs, de jeunes en quête d'un premier emploi, d'immigrés laissés pour compte dans les restructurations, etc.

Il faut aussi préciser que cet appel à verser 1 % sur ses revenus n'est pas à comprendre de façon rigoureuse : l'Association Solidarité Emploi n'exigera pas des bulletins de salaire de ses souscripteurs. Le salaire moyen d'un Français étant actuellement de 6 000 F, l'Association demandera à ses souscripteurs un engagement minimum de 60 F par mois. Elle se fixe comme objectif minimum de réunir d'ici fin 1986, 5 000 souscripteurs, soit réunir environ 3 000 000 F, de quoi financer de l'ordre de 50 projets.

*** Solidarité Emploi, 32 rue Traversière 75012 Paris. Tél : 43.41.57.05.**

Comité national de parrainage

Aline Archimbaud (présidente de Solidarité Emploi) ; André Barjonnet (ancien responsable syndical confédéral) ; Jean Bauberot (professeur à l'Ecole pratique des Hautes études) ; Jean-Michel Selorgey (député de l'Allier) ; Michel Beaud (économiste) ; Marc Brunschweiler (secrétaire général de la CIMADE) ; René Burle (maire de St Martin de Bromes) ; Michel Butel (directeur de *L'Autre Journal*) ; André Bercoff (écrivain) ; Etienne Butzbach (maire-adjoint de Belfort) ; Roland Castro (architecte) ; Jean Chesneaux (universitaire) ; Yves Cochet ; Mejid Amar Daboussi (directeur de *Sans frontières*) ; Estelle Di Dia (« Femina autres ») ; Jean-Jacques De Felice (avocat) ; Jacques Gaillot (Evêque d'Evreux) ; Jean-Marie Guérineau (CNSTP) ; Philippe Guibert (avocat) ; André Gorz (écrivain) ; Serge Christophe Kolm (écrivain) ; Bernard Langlois (journaliste) ; Yves Le Duc (CSCV) ; Jean-Claude Lepage (ALDEA) ; Jean-Philippe Mallet ; Marie-Jo Masset (conseillère municipale) ; Jacques Maury (Fédération protestante de France) ; Gérard Noriel (historien) ; Jean-Claude Pecker (astrophysicien) ; Philippe Perdereau (MRJC) ; Henri Rey (chercheur) ; Daniel Tartier (AEUF) ; Henri Weber (politologue) ; Jean-Pierre Worms (député de Saône et Loire) ; Gilles Deleuze, François Châtelet (philosophes, écrivains).

Comité national d'évaluation

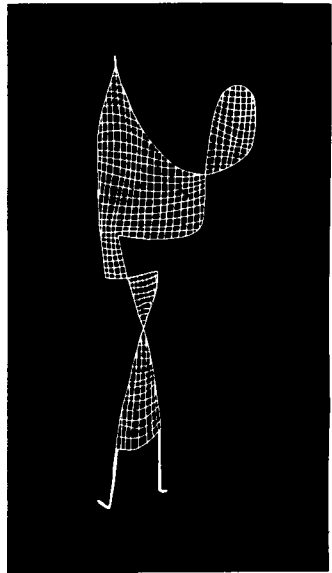
Marc André (AEPA) ; Bernard Auger (Initiative 19*) ; Philippe Bone (SCEPTRA) ; Eric Braine (CIII) ; Albano Cordeiro (CNRS) ; Jean Freyss (économiste) ; Pascal Focachon (syndicaliste) ; Denis Clerc (directeur d'Alternatives économiques) ; Alain Lipietz (économiste).

BREVES

Les «techniciennes»

Elle est rousse, et son visage parsemé de son éclaircissement des panneaux publicitaires des grandes villes de France. Cette adolescente choisie par le ministère des Droits de la femme pour sa campagne sur l'orientation des filles, proclame : « Ma vie, je veux la gagner, technicienne (le "ne" final est souligné), j'assume ma vie ». Cette campagne lancée officiellement mardi 21 janvier par Mme Yvette Roudy, avec le soutien du secrétariat d'Etat à l'enseignement technique et technologique, durera jusqu'au 18 février. Son but : briser les préjugés, inviter les filles à « se montrer plus audacieuses » et à choisir des filières d'avenir telles que l'énergie, l'informatique, l'électronique, la microtechnique ou la communication.

Le Monde 23/1/86.



Le maire contre les ordinateurs

Aucun des ordinateurs fournis dans le cadre du plan « Informatique pour tous » n'est parvenu aux cinq écoles de Fontenay-le-Fleury (Yvelins). Le maire (non inscrit) de cette commune, Mme Anne Le Pivain, a renvoyé à l'Education nationale le matériel livré en juillet, en expliquant que la convention mise à disposition des ordinateurs ne lui avait jamais été soumise. La majorité municipale conteste les orientations « hasardeuses et précipitées » du plan Fabius et a mis à l'étude son propre projet d'atelier informatique. Elle note que l'informatique apparaît souvent comme un jeu qui « renfermerait l'adolescent dans un narcissisme latent ».

Le Monde, 21/9/85

COLLOQUES

Rencontre Histoire et épistémologie de l'informatique

Parallèlement à la construction des grandes machines à calculer de la fin des années quarante, les technologies de l'information, future « informatique » s'organisent autour d'un nouveau courant de pensée, la « cybernétique ».

Lancée en 1942-1943, bien connue des spécialistes français dès la période de 1949 à 1951, la cybernétique influence profondément tous les secteurs des sciences exactes et expérimentales, de la technologie, et des sciences humaines.

L'informatique commence à voir véritablement le jour en France dans les années soixante. Les premiers débats épistémologiques qui agiteront ce nouveau domaine tournent autour d'une question d'identité : l'informatique est-elle une science ? Et de quoi ? Est-elle « simplement » une technique au service d'usagers qui en définiraient les finalités ? Est-elle un nouveau modèle de pensée (axé par exemple autour de l'« esprit logique ») ? Est-elle même une discipline ?

L'informatique ne transforme pas seulement le savoir en offrant aux laboratoires de puissants outils de calcul et en permettant un stockage exhaustif à jour et disponible des

connaissances grâce aux banques de données. On observe depuis la Seconde Guerre mondiale une importation de plus en plus massive de concepts de l'informatique par les disciplines les plus diverses.

Les notions de calcul, d'information, de programme, sont désormais utilisées par des sciences aussi différentes que la biologie et la sociologie. Parallèlement à l'importation des concepts, l'informatique structure progressivement par ses méthodes aussi bien les sciences humaines que celle de la nature. Une description rigoureuse est devenue synonyme de mise en forme algorithmique.

Enfin l'organisation des banques de données et des langages documentaires contribuent à achever l'informatisation de la connaissance du côté de l'exposition et de la diffusion du savoir. Quelles sont les limites de ce processus ? Peut-on parler de paradigme informatique ? Cette rencontre se déroulera à l'Institut universitaire de technologie de Paris, Université René Descartes, les 29 et 30 mai 1986. Elle permettra la confrontation d'idées et d'expériences entre participants et intervenants sur trois thèmes structurant l'évolution de l'informatique :

- la filiation historique de l'informatique
- l'informatique : une identité en question
- les transformations du savoir.

Comité scientifique : P. Breton, P. Lévy, C. Hoffsaes, M. Bollon-Mourier, J. Prades, C. Roche. Les propositions de communications sont à retourner à : Monique Bollon-Mourier 7, rue Belfort 69004 Lyon. Pour tout autre renseignement s'adresser : au Centre de coordination pour la recherche et l'enseignement en informatique et société.

* CREIS IUT Paris V
143, avenue de Versailles 75016 Paris.

Les enjeux des nouvelles technologies de l'information

Le Centre Galilée, centre de formation d'évaluation et de ressources sur les technologies nouvelles organise le 26 avril prochain un colloque sur les « Enjeux sociaux des nouvelles technologies de l'information ». Ce colloque aura lieu à Louvain la Neuve (Belgique). Il s'agit de donner l'occasion aux pouvoirs politiques de se définir par rapport aux enjeux sociaux des réseaux. Le matin on traitera des problèmes de l'appropriation sociale des réseaux, l'après-midi sera consacrée aux questions relatives au rôle de l'informatique dans l'environnement et dans l'aménagement du territoire.

* Centre Galilée, place Galilée, 6-B 1348 Louvain la Neuve Belgique. Tél. 010 41 4997.

INITIATIVES

Comités d'entreprise et Plan informatique pour tous

15 000 micro-ordinateurs professionnels disponibles dès aujourd'hui dans les écoles, soit près de 5 000 sites équipés.

1,3 milliards de francs de matériel !

Même si tous les problèmes ne sont pas encore résolus (logiciels, possibilités d'heures d'ouverture au grand public pour le forum des comités d'entreprises (CFDT), cette implantation massive et sans précédent est susceptible de causer quelque remue-ménage dans la diffusion de l'informatique pour le grand public.

Les associations de CE ne peuvent rester absentes de ce mouvement ?

Forum CE 84 a démontré la très forte prise de conscience par les CE de l'intérêt porté par les salariés au phénomène micro.

Ainsi le stand micro-informatique inter CE aura été le stand d'association de CE le plus visité au cours du Forum et de loin !

Pas moins de 60 CE ont laissé leurs coordonnées en manifestant le désir d'être informés sur la suite de l'expérience.

Cette expérience est maintenant largement engagée.

12 CE, la municipalité d'Angers et bientôt 4 autres municipalités, une associations de cadres au chômage la MJC, le centre X 2000...

La volonté affirmée du coordinateur national du Plan Informatique pour Tous de renvoyer la balle aux CE.

L'agence de l'informatique cherche aujourd'hui des partenaires crédibles pour que la deuxième phase du plan IPT réussisse, c'est-à-dire l'ouverture des ateliers informatiques des écoles à la population (hors les heures scolaires). La partie contact avec l'Education nationale serait prise en charge par les centres X 2000, mais ils doivent trouver des partenaires capables d'assurer un public motivé, pour le Forum des comités d'entreprises (CFDT).

Les CE seraient en capacité d'assurer ce public nécessaire à la réussite du plan Fabius.

* Forum des comités d'entreprise et des CHS/CT. 35, rue Compans 75019 Paris. Tél. 47.49.89.99.

BASIC

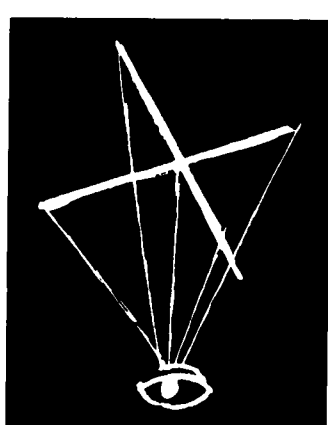
Le Bureau d'analyse des stratégies en informatique et communication réalise actuellement une étude sur les enjeux économiques et sociaux de l'EAO. Ce travail s'adresse tout autant aux futurs utilisateurs (budget, délais, rentabilité) qu'aux futurs producteurs de didacticiels et de matériels (qualification et quantification des marchés). L'étude portera sur les conditions d'introduction de l'EAO et sur les marchés de l'EAO.

* Basic, 84 rue St Antoine 75004 Paris.

Audiovisuel et mouvement ouvrier

Synthèse et prolongement des rencontres "Audiovisuel et mouvement ouvrier", cet ouvrage examine de quelle manière et quelles conditions le monde ouvrier peut maîtriser les technologies de communication audiovisuelles et être présent demain sur les nouveaux réseaux de diffusion. Voir le compte rendu des rencontres de Nantes dans *Terminal* n° 19-20, p.73.

* CCI Centre Georges Pompidou 75191 Paris. 55 F.



Romantiel

En parcourant l'exposition les "Immatériaux" à Beaubourg, on pouvait pianoter sur le roman policier télématique : "Jus d'orange", réalisé pour la SERPEA par Francis Debyser et Jean de Porla. Ce romantiel est également accessible sur le minitel par le 36.15-91-77 code GP1 ou GP2 à l'intérieur du service PLURIEL

* SERPEA 45-52 rue de l'Acqueduc 75010 Paris. Tél. 42.41.82.05.

Pandore

Après plus d'un an de silence, Pandore reprend petit à petit ses activités : traduction et publication de deux ouvrages.



— Les Scientifiques et leurs alliés (articles d'histoire et de sociologie de la science traduits de l'anglais).
— Les Physiciens : histoire de cette profession qui a changé le monde.

Enfin, grâce au soutien du CNRS (programme STS), Bruno Latour prépare le nouveau Pandore.

* 62, Bd St Michel 75006 Paris
Tél. 43.29.21.05. poste 595.

Video 3/4

Le principe : utiliser la vidéo dans sa spécificité : le direct, synthèse immédiate de l'image et du son ; la mise en mémoire de cette synthèse, la possibilité de stocker et de traiter une grande quantité d'information.

Si l'informatique joue un rôle fondamental, la vidéo ira là où l'ordinateur ne peut aller, car toutes les données ne sont pas numérisables.

L'association Vidéo 3/4 propose donc deux services :

- des stages vidéo destinés aux entreprises,
- la production d'enquêtes, de reportages de profils et d'études, réalisés en vidéo.

* VIDEO 3/4 43 bis rue Roque-
laine 31000 Toulouse. Tél.
61.62.04.63. ou 61.62.06.53.

Films et video scientifiques

Le guide des diffuseurs de films et vidéogrammes scientifiques répertoriant 500 organismes qui proposent des audiovisuels sur les sciences, les techniques, les industries est désormais disponible par Minitel.

— Sur le réseau Commuté (1) 341.84.30 puis DIFF et ENVOI (une communication de téléphone ordinaire)

— Sur TRANSPAC (3) 614.91.66 puis SEVIL puis DIFF puis ENVOI.

* Annie Flexer Cité des Sciences et de l'Industrie, dépt. médiathèque, 211 av. Jean Jaurès 75019 Paris.



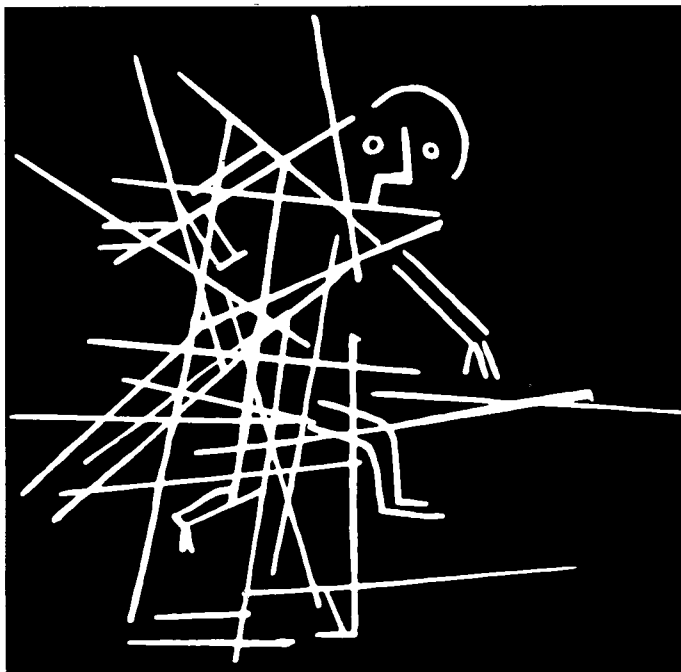
STAGES

X 2 000

Le centre X 2 000 de Saint-Jean de la Ruelle organise des stages de formation sur un week-end du samedi après-midi au dimanche soir.

- Découverte du Pascal
- Programmez en souplesse (le langage FORTH)
- Programmation des microprocesseurs 6809, 6502, Z 80
- Lisp et l'IA

* Centre X 2 000 77 rue Croix Bondu 45140 St Jean de la Ruelle Tél. 38.43.82.06.



CAO

Les Ateliers, Ecole nationale supérieure de création industrielle, organisent en 85-86, une série de stages de formation permanente de courte et moyenne durée sur les thèmes suivants : Initiation aux techniques de CAO et d'images tridimensionnelles pour designers, architectes et créateurs ; exploitation de système CAO/DAO pour la création industrielle pour futurs responsables de centres CAO ; les plastiques dans la création industrielle pour techniciens de bureaux d'études ; pratique des plastiques, du bois et des maquettes pour les personnels d'atelier.

* Renseignements : Mlle Mermin,
Tél. 43.38.09.09.



Formation et EAO

Pour répondre aux besoins différents des nombreux interlocuteurs de la Didacthèque le CESTA propose deux séminaires de formation. « Points clés pour réussir en formation assistée par ordinateur » est un séminaire d'une journée qui permet d'aller à l'essentiel des aspects techniques, en même temps que de comprendre les enjeux des nouvelles technologies pour la formation.

Le séminaire « Vers une ingénierie pédagogique » est destiné aux formateurs, aux animateurs et aux responsables de formation qui s'interrogent sur l'emploi de l'enseignement assisté par ordinateur dans leurs pratiques de formation.

* CESTA, Eric Barchechath, 1 rue Descartes 75005 Paris. Tél. (1) 46.34.33.14.

REVUE DES LIVRES

Appropriation sociale de l'informatique à... ?

Ce livre rassemble les documents issus des deuxième journées de réflexion sur l'informatique qui se sont tenues à Namur en août, septembre 1984. Elles font suite aux premières journées de mai 1982 qui avaient entamé la réflexion dans divers secteurs de l'informatisation de la société.

Trois thèmes ont été privilégiés cette fois :

— Les pratiques de production et de diffusion c'est-à-dire la modification des rapports sociaux dans le monde du travail avec l'introduction de l'informatique : les techniques de diffusion évoquent les réseaux, les débats sur les télécommunications et les médias ainsi que l'informatique "grand public". Dans un texte liminaire, le groupe préparatoire aux journées essaie de définir les différents contenus que peut recouvrir le terme d'appropriation sociale à l'informatique. Les différentes interventions tentent de cerner ses spécificités soit dans une application particulière comme la monnaie électronique, ou le vidéotex, soit dans certains secteurs, comme le tertiaire, la presse...

— L'enseignement. Deux contributions expliquent comment se fait l'introduction de l'informatique dans l'enseignement en Belgique : rien de bien différent de ce que nous connaissons en France. A signaler également l'accent mis sur l'informatique pour la formation des adultes même peu scolarisés (en particulier, les projets avec Logo).

— La recherche. Je suis resté un peu sur ma faim dans cette partie du livre. Peu d'applications avancées sont réellement abordées dans leurs conséquences sociales sauf ce qui touche à la compréhension du langage naturel et la reconnaissance de la parole par ordinateur. En particulier, rien sur les autres branches de l'Intelligence Artificielle comme les systèmes experts, robotique, la cinquième génération...

Le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix de Bruxelles dénonce l'appropriation par les militaires des recherches en informatique et sur les moyens de communication qui fait obstacle à une réelle démocratisation des choix technologiques.

J.V.

* Actes des 2^e journées de réflexion sur l'informatique. Namur (30-31 août et 1^{er} septembre 1984). Presse Universitaire de Namur.

* Connex-cité 3, cité de l'Ameublement 75012 Paris. Tel : 42.67.26.42.

Mathématiques

A.A. Upinsky est mathématicien, informaticien, chercheur et passionné d'histoire. Il est surtout persuadé que les mathématiques, telles qu'elles se sont développées en Occident, sont l'outil royal du pouvoir et que l'informatique en est sa technologie. Pour lui, les hommes se sont acharnés à désigner tous les coupables (capitalisme, marxisme, impérialisme, militarisme, étatsisme, etc.) sauf le bon : le Dieu des Mathématiques. Ainsi, en 1977, dans un ouvrage intitulé : $2 + 2 = 5$, il s'en prenait violemment à l'introduction des maths modernes à l'école, considérant que c'était la prémisse au phagocytage de l'institution par l'informatique. Ensuite, pour des raisons similaires il attaqua, dans *Le Quotidien de Paris*, le rapport Legrand pour « sa logique absurde de la rédemption par l'Etat » et « son projet de reconstruction de l'école autour de l'ordinateur ». Pour l'auteur, tout a vraiment commencé avec le trio infernal de la civilisation occidentale : Pythagore, Platon et Euclide.

Pythagore qui fournit un modèle du pouvoir et du maniement des hommes tirés du minéral, Platon qui élaborait une méthode de pouvoir idéologique prônant le règne des élites par l'usage de la double pensée, et enfin Euclide qui conçut une méthodologie de l'organisation du pouvoir. Ces trois là, forment une sorte de « cerveau primordial » de l'Occident, dont Upinsky s'attache à restituer la complexification progressive en un survol rapide — très — des siècles et des événements, qui partant des philosophes grecs aboutit à l'informatique, en insistant sur Napoléon le

père de notre code civil, ce « génie à cheval » qui disait que pour lui « les hommes sont comme des chiffres, ils n'acquièrent de valeur que par leur position ».

Curieux ouvrage, bourré de formules lapidaires, souvent percutantes, où l'argumentation oscille de la démonstration rationnelle à l'analogie la plus redoutable. Comme la schématisation en « maisons » de l'évolution historique des relations entre les mathématiques et le pouvoir qui m'a laissé plus que dubitatif. Etrange fruit qui tente d'unir l'esprit de finesse à celui de géométrie et où ça dérape du rationalisme le plus cru, à une pensée « traditionnelle » sinon traditionaliste, avec des raccourcis douteux et des fulgurances délectables.

Un livre à lire pour l'irritation et le plaisir.

Pour une vision plus nuancée de la question de l'idéologie mathématique et de ses impacts sociaux, rappelons le petit mais remarquable ouvrage de Didier Norton, *Les mathématiques pures n'existent pas*, Editions Actes Sud, 1981.

G.L.

* Arnaud-Aaron Upinsky, « *La perversion mathématiques* », Editions Rocher, 100 f.

Mirages et miracles

Avec Alain Lipietz, la critique de l'économie politique devient un plaisir, une forme de décollage intellectuel. A lire son septième livre, on a vraiment le sentiment de devenir intelligent.

Sa cible, ce sont les théoriciens de la « dépendance » et du « développement du sous-développement » qui ont diffusé dans les années 60 les idées du pillage du Tiers-Monde et « l'échange inégal » pour en tirer la conclusion (théorique) de l'impossibilité du développement des pays de la périphérie. Par dogmatisme, ces théoriciens n'ont pas su voir le mouvement d'industrialisation du Brésil, de la Corée, du Mexique et des pays de l'Europe du Sud.

La thèse est simple : le régime d'accumulation et de régulation « fordiste » (aujourd'hui en crise), bien loin d'être resté cantonné aux métropoles « impérialistes » a diffusé au cours des années 70, dans un certain nombre de pays de la périphérie, mais la politique monétariste menée par les banques centrales des USA et par le FMI est venue asphyxier cette expérience.

Les relations Nord-Sud ne sont pas de simples relations de dépendance et de domination, la réalité est à la fois plus complexe et plus contradictoire. A l'instar du héros du roman d'Umberto Eco (*Le Nom de la Rose*), le moine Guillaume de Baskerville à la recherche du lien qui unit tous les crimes commis dans l'abbaye, méfions-nous



des explications trop générales et du « nominalisme » qui fait plier les faits devant de prétendus concepts. Regardons plutôt la marche de chacun des pays, ce qu'il produit, comment ? La forme du rapport salarial, etc. Marxiste, Alain Lipietz rejette aussi, gaillardement, cette forme perverse du marxisme, productiviste et économiste, porteuse de projets d'« industrialisation inconditionnelle » et qui n'a fait qu'intérioriser le néopositivisme bourgeois et euro-péo-centriste du XIX^e siècle. Il lui oppose la prise en compte des rapports sociaux de production, la lutte des hommes pour leur liberté et la nécessité de la reconstruction de l'« idée de progrès » désormais mesurée à ses avantages et à ses coûts culturels, écologiques et sociaux. Comme dans son précédent livre (*L'audace ou l'enlèvement*) la partie propositionnelle (protectionnisme fondé sur des critères sociaux à l'égard des pays exploitant trop leur main-d'œuvre, annulation partielle de la dette du Tiers-Monde, développement auto-centré) n'atteint pas la hauteur de ce pic que constitue la partie proprement analytique.

E.B.

* Alain Lipietz, « *Problèmes de l'industrialisation du Tiers-Monde* ». La Découverte, 188p. 115 F.

REVUE DES REVUES

Les Annales des Mines, nouvelle série n° 1 (69 F, GEDIM, 19, rue du Grand Moulin 42029 Saint-Etienne cedex, tél. 77.32.46.13.) sous le titre « Gérer et comprendre ». Michel Berry lance une nouvelle série des vénérables annales des Mines, créées en 1794.

Ce qui fait question aujourd'hui, c'est la complexité des situations des gestions des affaires publiques et privées et la « nouvelle série » se donne comme programme « d'y aller voir ». Ce qui compte tenu de la complexité des organisations et de l'originalité de la pensée et de langage de chaque groupe social constitue une « expédition ». D'où une tonalité iconoclaste qui ne pourra que faire plaisir aux lecteurs de *Terminal*. Les principales rubriques ont pour titres : « des réalités méconnues », « nouvelles de l'épreuve des faits », etc. Relevons en particulier un passionnant article de Michel Berry « Des robots au concret : les réalités cachées derrière les mythes ». Il semblerait qu'en France nous n'ayons pas compris la philosophie de mise en œuvre des robots et de citer un manuel d'un constructeur japonais selon lequel « en choisissant la voie de l'automatisation le dirigeants savaient qu'ils renonceraient à leur tranquillité et qu'ils ne pourraient — jamais traverser un atelier sans qu'atter avec inquiétude des bruits inhabituels, signes avant coureurs d'une panne. Le développement des automatismes devrait donc selon eux s'accompagner d'une réforme profonde des modes d'organisation : tout doit être pensé en fonction des faiblesses des machines ».

On peut lire dans *Science et Technologie* (vol. n° 4 CP Succ Cotes des Neiges Montréal Québec H 35 2 V3) quelques conclusions originales d'un rapport sur l'industrie électronique et logiciel du Québec. Personne ne peut dire pour l'instant si l'informatisation de l'administration se traduit par une meilleure efficacité. L'informatisation n'est pas la panacée, en particulier elle n'épuise pas le concept de modernisation qui comprend aussi l'adoption d'outils non informatiques. Le rapport propose une informatisation qui respecte les droits de chacun et la spécificité culturelle québécoise.

E.B.



Belgique : un journal de réflexion sur l'informatique

L'idée d'un journal de réflexion sur l'informatique est née à la suite des Secondes journées de réflexion sur l'informatique qui se sont tenues à Namur en août 1984.

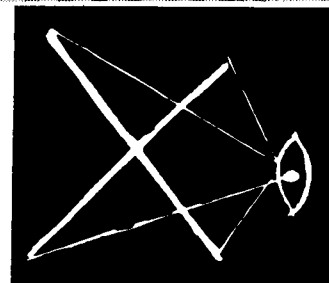
Le numéro qui vient de paraître est un numéro de lancement. Il est consacré à un état du débat et de la recherche sur le thème « informatique et société » en Belgique.

Le dossier qui constitue l'essentiel de ce premier numéro a été rédigé par J. Berleur, C. Maris et G. Valenduc, sur base d'un rapport présenté par ceux-ci à la conférence « Human choices and Computers » à Stockholm, en septembre 1985. Après une description générale de l'état du développement de l'informatique en Belgique et de son contexte socio-politique, ce dossier analyse de manière très détaillée les activités et les publications des chercheurs qui ont étudié les enjeux de l'informatisation de la société belge. Une attention particulière est accordée aux problèmes du travail, de l'éducation et des libertés démocratiques.

Des réactions de scientifiques ou d'enseignants viennent illustrer ou nuancer le propos des trois auteurs qui sont également les promoteurs de cette nouvelle publication trimestrielle.

Le journal de Réflexion sur l'Informatique s'adresse à des publics venant d'horizons très divers : le praticien de l'informatique, qui s'interroge sur son travail, les enseignants et les parents d'élèves, pour qui l'introduction de l'informatique dans les écoles n'est pas chose à laisser au hasard, les représentants des milieux patronaux ou syndicaux, les travailleurs confrontés à une rapide évolution de leur environnement technique, les décideurs politiques, les institutions de formation d'adultes, bref, tous ceux ou celles qui veulent prendre une part active aux débats sur le développement de l'informatique dans notre société.

G.V. Bruxelles



lecteurs de la presse syndicale de la FEN. L'échantillon est certes un peu biaisé : les lecteurs qui ont répondu sont en majorité ceux que l'informatique intéresse, les instituteurs (appartenant au syndicat le plus important de la FEN) sont sur-représentés. Cette enquête fournit donc avant tout un éclairage sur l'informatisation des écoles primaires et maternelles et des conditions dans lesquelles elle s'est faite. Celle-ci est toute récente, il existe peu d'expériences dans ce domaine, et cela se traduit bien dans l'enquête menée. 60 % des instituteurs qui ont répondu au questionnaire n'ont eu qu'une formation sur le tas et que beaucoup jugent insuffisante (même pour ceux qui ont participé aux stages de formation de l'Education nationale). Ce n'est guère pour nous surprendre mais ce qui est un peu contradictoire c'est la part particulièrement importante prise par la programmation dans l'utilisation de l'informatique à l'école primaire. Beaucoup d'enseignants soulignent les vertus éducatives de la programmation en tant que telle par la rigueur qu'elle requiert. On peut se demander quel bénéfice peuvent retirer des élèves de 6 à 11 ans (ou même moins) d'un enseignement de la programmation, surtout fait dans de telles conditions.

D'autre part, chaque instituteur est laissé seul, ou au mieux avec quelques collègues de son école, à réfléchir à l'utilisation pédagogique des ordinateurs installés. (près de 40 % des instituteurs déclarent faire du travail personnel de recherche en informatique pédagogique sans lien ni avec l'université, ni avec un centre de formation, ni avec leurs collègues).

Si on ajoute à cela que les logiciels utilisés pour la plupart, proviennent soit du commerce (ce qui est un moindre mal), soit ont été réalisés par un ou quelques enseignants de l'école, on obtient un tableau assez sombre de cette introduction massive de l'informatique dans les écoles primaires. Cette enquête confirme un peu plus nos craintes devant ce plan Informatique pour tous qui généralise l'informatique sans qu'on ait vraiment défini son intérêt pédagogique aux différents niveaux du système scolaire.

J.V.

* par M. Delapierre, E. Pelisset et J. Vicard. Les Cahiers de la FEN (Fédération de l'Education nationale). Collection Recherches.

LE BILLET DE JEAN CHESNEAUX

Du beau langage à l'orthogiciel

On s'en serait facilement douté ! L'ordinateur et la langue française ne font pas bon ménage. Un récent colloque sur "Informatique et orthographe" (Paris, octobre 1985) a relevé sans mal les cas les plus flagrants d'incompatibilité d'humeur entre ces deux tyrans peu habitués à ce qu'on leur résiste...

Ainsi les "signes diacritiques" (cédilles, trémas, accents) quasi indispensables à la précision et à la clarté. Ou les mots composés, dont seul l'usage dit qu'ils comportent ou non des tirets, si l'on doit ou non les mettre au pluriel. Ou encore ces mots homographes dont la forme identique cache la spécificité : "les poules du couvent couvent"...

Tout cela agace les informaticiens acharnés à coder les programmes rigoureux, à en bannir l'ambiguïté, à normaliser les "orthogiciels". Tout cela encourage aujourd'hui un inévitable "bricolage" fait de petites astuces empiriques et de truquages ingénieux. La Sécurité sociale a choisi d'ignorer le trémas des noms de famille d'origine alsacienne. Les usagers du Minitel prennent inconsciemment l'habitude de préférer les mots courts, pour ne pas avoir à les couper vu l'exiguïté de leur écran. Et le franglais rôde, toujours prêt à proposer son sabir raccoleur et pratique.

L'orthographe est d'abord un fait culturel ; au Colloque d'octobre, le représentant d'I.B.M. a dû d'ailleurs le rappeler à des linguistes universitaires trop pressés de capituler en rase campagne devant les exigences de l'ordinateur. Un fait culturel, c'est-à-dire un acquis collectif qui est le produit d'une évolution séculaire, qui est donc appelé à changer dans l'avenir comme il l'a fait dans le passé.

Mais si le "génie de la langue" n'est pas une momie enserrée dans ses bandelettes, si l'orthographe doit évoluer, c'est-à-dire vivre, que ce soit en fonction des choix des hommes et non des exigences des machines. Exigences qui sont économiques et politiques, bien plus que techniques. Car techniquement, l'ordinateur pourrait parfaitement "traiter" la langue française telle qu'elle s'écrit aujourd'hui, y compris avec ses bizarreries ; mais les coûts - calculés en temps "télématique" - en seraient prohibitifs, dit-on.

Le conflit entre l'orthographe et l'ordinateur, n'est-ce pas finalement le conflit entre la culture comme réalité non-marchande, et un appareillage qui prétend promouvoir une nouvelle culture, mais qui n'exprime que des impératifs financiers et une volonté réductrice de normalisation.

Système éducatif et révolution informatique

La FEN consacre un numéro complet de ses Cahiers à la « Révolution informatique ». Un premier article fait un historique des différentes étapes de l'introduction de l'informatique dans le système éducatif français (de l'expérience des 58 lycées au plan Informatique pour tous).

Un deuxième article analyse les résultats d'une enquête menée par questionnaire auprès des 2 000